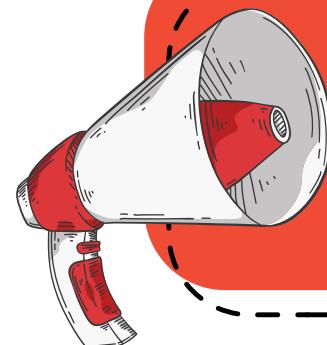




FACE À L'ABSENCE DE RÉPONSE CONCRÈTE, DU 1ER
MINISTRE, AUX ATTENTES DU MONDE DU TRAVAIL

**TOUTES ET TOUS
EN GRÈVE !**

**jeudi
2
octobre**



LA MOBILISATION DOIT MONTER D'UN CRAN !

AMPLIFIONS LE MOUVEMENT !



NARBONNE

**10H30
BOURSE DU TRAVAIL**



CARCASSONNE

**14H30
SQUARE GAMBETTA**

FACE À L'ABSENCE DE RÉPONSE CONCRÈTE, DU 1ER
MINISTRE, AUX ATTENTES DU MONDE DU TRAVAIL

**TOUTES ET TOUS
EN GRÈVE !**

**jeudi
2
octobre**



LA MOBILISATION DOIT MONTER D'UN CRAN !

AMPLIFIONS LE MOUVEMENT !



NARBONNE

**10H30
BOURSE DU TRAVAIL**



CARCASSONNE

**14H30
SQUARE GAMBETTA**

NOUS VOULONS :

– **L'abandon du projet de budget** avec :

- le doublement des franchises médicales
- désindexation des pensions,
- l'année blanche pour les prestations sociales, les salaires des agent·es de la fonction publique et du budget des services publics,
- la suppression de 3000 postes de fonctionnaires
- la réforme de l'assurance chômage

– **La justice fiscale**, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;

– **La conditionnalité sociale et environnementale** des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises privées

– **Des moyens pour les services publics**

– **Une protection sociale de haut niveau et l'abandon** du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans

– **Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation** de la France, et des mesures contre les licenciements.

– **L'abandon du projet de budget** avec :

- le doublement des franchises médicales
- désindexation des pensions,
- l'année blanche pour les prestations sociales, les salaires des agent·es de la fonction publique et du budget des services publics,
- la suppression de 3000 postes de fonctionnaires
- la réforme de l'assurance chômage

– **La justice fiscale**, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;

– **La conditionnalité sociale et environnementale** des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises privées

– **Des moyens pour les services publics**

– **Une protection sociale de haut niveau et l'abandon** du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans

– **Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation** de la France, et des mesures contre les licenciements.